



CONFERENCE DES MINISTRES DE L'EDUCATION DES PAYS
AYANT LE FRANÇAIS EN PARTAGE

CONFEMEN

Rapport d'activités

Janvier-avril 2003

Sommaire

I. Les activités liées au fonctionnement et au programme

1. La réunion de prise de fonction
2. La première réunion de coordination
3. Les deuxième et troisième réunions de coordination
4. La quatrième réunion de coordination
5. Les ateliers de restructuration des instruments du Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de la CONFEMEN - PASEC - (tests et questionnaires)
6. La réunion du comité scientifique du PASEC

II. Les audiences

1. à Dakar avec :

- Le Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)
- Le Ministre de l'Education Nationale du Sénégal
- Le Directeur du Bureau Régional pour l'Education en Afrique (BREDA)

2. à Paris avec :

- Le Secrétaire Général de l'OIF
- L'Administrateur Général de l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie (AIF)
- Les responsables du Service des affaires francophones et de la Direction de la Coopération internationale et du Développement du Ministère des Affaires Etrangères de la France
- La Directrice Générale Adjointe de l'UNESCO chargée de l'Education de Base
- Le Directeur des Langues et de l'Ecrit de l'AIF
- La Responsable des Réseaux et Projets culturels et la Directrice Afrique de TV5.

III. La participation aux réunions régionales et internationales

1. La Conférence des Ministres de l'Education des Etats membres de l'Afrique (MINEDAF VIII)
2. La réunion du comité directeur du Groupe de Travail de l'Analyse Sectorielle de l'Education (GTASE)
3. La réunion sur le thème : "Genre, Education et Développement pour le progrès des sociétés africaines"
4. Les Etats Généraux de l'enseignement du Français en Afrique subsaharienne francophone
5. La 47^e Session du Conseil Permanent de la Francophonie
6. L'atelier de travail sur l'approche sectorielle pour améliorer les stratégies éducatives
7. La 4^e réunion du Conseil International Francophone des Langues (CIFLA)

A la suite des élections intervenues au cours de la 50^{ème} session ministérielle tenue à Ouagadougou du 17 au 23 Novembre 2002, la nouvelle Secrétaire Générale de la CONFEMEN est entrée en fonction le 1er Février 2003.

Le présent rapport a pour objet de fournir de l'information sur les activités réalisées par le STP. Cette approche relève du souci d'instaurer un contact régulier avec les membres et partenaires de la CONFEMEN.

I. Les activités liées au fonctionnement et au programme

1. La réunion de prise de fonction

Cette réunion de prise de contact a eu lieu le 17 Février 2003. Elle fut l'occasion de rencontrer tout le personnel du STP. La Secrétaire Générale a mis l'accent sur les modalités de fonctionnement de la structure. A cet effet doivent prévaloir :

- l'esprit de travail en équipe
- l'engagement individuel et collectif
- la disponibilité de tous les acteurs
- la rigueur dans le travail, la productivité
- la mise en œuvre des stratégies idoines pour l'atteinte des objectifs fixés.

Tous les membres du Secrétariat Technique Permanent se sont réjouis de cette rencontre et ont pris l'engagement de s'investir encore plus pour relever les multiples défis qui se posent à la CONFEMEN.

2. La première réunion de coordination

La réunion de coordination a été instituée par la Secrétaire Générale de la CONFEMEN afin d'instaurer une communication plus ouverte au sein du STP. La première, tenue le 24 Mars 2003, avait pour objet de faire le compte rendu oral des missions effectuées par la Secrétaire Générale à Cotonou et à Ouagadougou et de préparer ensemble les éléments d'une mission effectuée à Paris, du 27 Mars au 03 Avril 2003.

En effet, au-delà des réunions mensuelles désormais instituées, d'autres sont organisées de manière ponctuelle afin de partager les résultats d'une mission ou de discuter d'une problématique urgente. Cette option permet, au-delà d'une transmission administrative de rapport ou de lettre, de créer une dynamique à travers les échanges permanents entre les acteurs du STP.

3. Les deuxième et troisième réunions de coordination

Du constat du fonctionnement du STP, il est ressorti la nécessité :

- d'améliorer l'intensité et la qualité de la communication à l'interne
- de clarifier les missions des différents acteurs
- de définir un ancrage institutionnel précis du personnel d'appui
- de préciser les mécanismes de fonctionnement interne.

D'autres réunions sont programmées pour achever la réorganisation du fonctionnement du STP considérée comme fondement indispensable pour assurer une mise en œuvre cohérente et efficace du plan de relance de la CONFEMEN.

Un dispositif institutionnel élaboré de façon consensuelle va redéfinir le rôle, la mission de chaque acteur et régir les rapports entre les différents membres du STP et entre ses structures et les principaux acteurs nationaux.

4. La quatrième réunion de coordination

Tenue le 07 Avril, cette réunion a pour objet le compte rendu oral de la mission effectuée par la Secrétaire Générale de la CONFEMEN et Monsieur KOBENAN Kouamé, conseiller technique, du 27 Mars au 03 Avril, à Paris.

5. Les ateliers de restructuration des instruments du Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de la CONFEMEN - PASEC - (tests et questionnaires)

Du 12 au 22 Février 2003, le STP a organisé deux ateliers.

Le premier, tenu du 10 au 15 Février, avait pour objectif de mettre à jour les questionnaires utilisés dans les évaluations PASEC.

Pour cet atelier, les conseillers techniques ont fait appel aux compétences d'un membre du comité scientifique et des experts du PASEC. Le travail réalisé a permis au programme de disposer d'outils plus adaptés aux besoins de l'évaluation dans un contexte de refondation des systèmes éducatifs.

Le second atelier, réalisé du 17 au 22 Février 2003, qui réunissait des experts du PASEC et des experts extérieurs, a permis de réexaminer les tests de 1^e, 2^e, 4^e et 5^e années en français et mathématiques. L'exercice a consisté à s'assurer de la pertinence de certains items et à apporter des corrections.

6. La réunion du comité scientifique du PASEC

La réunion du comité scientifique s'est tenue à Dijon, du 10 au 14 Mars 2003, à l'invitation de la France.

Après avoir passé en revue le bilan des activités du PASEC, les membres du comité scientifique ont procédé à la sélection des pays pouvant bénéficier des prochaines évaluations.

Sur la base des critères retenus (pays n'ayant jamais bénéficié d'une étude PASEC, sécurité dans le pays, zone géographique, ancrage institutionnel de l'évaluation,...), les membres du comité scientifique ont choisi cinq pays sur les douze qui étaient candidats au PASEC 7. Ces pays sont répartis en deux vagues d'évaluation :

- première vague 2003-2004 :

Mauritanie

Tchad

- deuxième vague 2004-2005 :

Bénin

Cameroun

Madagascar

Si, pour une raison imprévue, une évaluation ne pouvait être menée dans un pays choisi, la Secrétaire Générale pourra consulter le comité scientifique afin d'effectuer un nouveau choix.

II. Les audiences

1. à Dakar avec :

- Le Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)

Le lundi 03 Février, à 12 heures, le Président Abdou Diouf, Secrétaire Général de l'OIF, a reçu en audience la Secrétaire Générale de la CONFEMEN.

Après avoir félicité Madame Hima pour son élection au poste de Secrétaire Générale de la CONFEMEN, le Président Diouf a défini les priorités et les objectifs qu'il entend poursuivre durant son mandat, ainsi que les axes majeurs de son programme. Il a assuré la Secrétaire Générale de la CONFEMEN de sa disponibilité à renforcer un partenariat dynamique avec toutes les institutions intervenant dans le secteur de l'éducation.

Pour sa part, la Secrétaire Générale de la CONFEMEN a présenté les objectifs de cette institution ainsi que les stratégies nécessaires à la relance de la CONFEMEN.

Le Secrétaire Général de l'OIF a réitéré la priorité que constitue l'éducation pour les pays francophones.

- Le Ministre de l'Education Nationale du Sénégal

Dans le cadre de sa prise de fonction, la Secrétaire Générale de la CONFEMEN a été reçue en audience par le Ministre de l'Education Nationale du Sénégal, le 24 Février 2003.

Les échanges ont porté essentiellement sur les points suivants :

- L'appui des autorités du pays hôte à la CONFEMEN
 - L'éducation et le NEPAD
 - La visite du Ministre président en exercice de la CONFEMEN à Dakar
- Le Directeur du Bureau Régional pour l'Education en Afrique (BREDA)

Le lundi 24 Février, la Secrétaire Générale de la CONFEMEN a été reçue par Monsieur PARSURAMEN, Directeur du BREDA.

La Secrétaire Générale a présenté les résultats de la 50^{ème} session de la CONFEMEN et a plaidé pour le renforcement du partenariat entre les deux institutions. Aussi les deux parties ont convenu de l'intégration de la CONFEMEN dans le réseau des parrains de l'Education Pour Tous (EPT.)

2. à Paris avec :

- Le Secrétaire Général de l'OIF

Après avoir félicité la Secrétaire Générale pour son plaidoyer en faveur de l'éducation lors de la session du CPF, le Secrétaire Général de l'OIF a pris l'engagement de défendre la cause de l'éducation dans toutes les instances internationales et d'en être l'avocat auprès des chefs d'Etat et de gouvernement.

D'autres points ont été évoqués, il s'agit notamment de :

- la situation des systèmes éducatifs dans les pays francophones du Sud
 - la problématique du financement de l'éducation
 - la politique de recrutement et de gestion du personnel enseignant
 - la scolarisation des filles
 - l'éducation non formelle : l'alphabétisation.
- L'Administrateur Général de l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie (AIF)

Au cours de cette rencontre, les deux parties ont pris l'engagement d'œuvrer pour un partenariat fonctionnel à travers des échanges réguliers et permanents. Cet engagement s'est concrétisé lors de la tenue des Etats Généraux de l'enseignement du Français, avec une participation soutenue de la CONFEMEN, et se traduira par une séance de travail sur la programmation des deux institutions (du 12 au 14 Mai, à Dakar).

- Les responsables du Service des affaires francophones et de la Direction de la Coopération internationale et du Développement du Ministère des Affaires Etrangères de la France

Il ressort de cette réunion les points suivants :

- L'information sur les contributions financières de la France aux activités de la CONFEMEN. Il convient de noter une augmentation substantielle de cette participation portée à 176 597 Euros (presque le double de 2002).
- L'engagement du Ministère des Affaires Etrangères de la France à appuyer fortement la CONFEMEN et à l'aider à participer aux grandes rencontres sur l'éducation, notamment à la réunion du groupe de haut niveau sur l'EPT, aux réunions relatives à l'initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'EPT et à une mission à la Banque mondiale afin d'amorcer les relations avec cette institution.
- La nécessité d'élaborer et de mettre en œuvre un programme conséquent d'activités .
- La nécessité de rechercher un financement complémentaire pour le plan de relance.

La Secrétaire Générale a profité de l'occasion pour faire le point sur les activités réalisées par le STP, depuis sa prise de fonction, sur les contacts professionnels avec d'autres institutions telles que l'UNESCO, l'OIF, l'AIF, le GTASE, le Centre international d'éducation des filles et d'alphabétisation des femmes (CIEFFA), l'Institut de la Banque mondiale.

- La Directrice Générale Adjointe de l'UNESCO chargée de l'Education de Base

Ont été évoqués les points suivants :

- Appui de l'UNESCO au processus de formation des formateurs
- Création d'un cadre de coopération décentralisée UNESCO/CONFEMEN
- Travail en synergie UNESCO/CONFEMEN sur les curricula, les manuels scolaires et l'éducation dans le cadre du NEPAD.

- Le Directeur des Langues et de l'Écrit de l'AIF

Cette rencontre a permis d'échanger sur le suivi des Etats Généraux de l'enseignement du Français en Afrique subsaharienne francophone.

Les deux parties ont convenu de la tenue d'un séminaire sur l'articulation du français et des langues nationales dans le système éducatif (en Novembre 2003, à Bamako).

- La Responsable des Réseaux et Projets culturels et la Directrice Afrique de TV5.

Cette réunion de contact a permis de convenir de la création d'un cadre de coopération entre TV5 et la CONFEMEN, à travers la conception et la diffusion d'émissions éducatives aux niveaux national et international, avec l'appui des instituts nationaux de recherche pédagogique.

III. La participation aux réunions régionales et internationales

1. La Conférence des Ministres de l'Éducation des Etats membres de l'Afrique (MINEDAF VIII)

Du 02 au 06 Décembre 2002, s'est tenue à Dar-es-Salam, en Tanzanie, la réunion du MINEDAF VIII, à laquelle la Secrétaire Générale a participé. A cette occasion, et dans le souci de mieux faire connaître la CONFEMEN et ses activités, la Secrétaire Générale a fait une présentation de la CONFEMEN et des résultats de la 50^{ème} session ministérielle, notamment sur la thématique «Stratégie de renforcement du financement et de la gestion en vue de l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation/formation».

2. La réunion du comité directeur du Groupe de Travail sur l'Analyse Sectorielle de l'Éducation (GTASE)

Cette réunion s'est tenue à Cotonou, les 27 et 28 Février 2003, à l'invitation de la coordonnatrice du groupe de travail. La réunion a permis d'approuver le programme d'activités 2002 et d'apprécier la situation financière, de valider la programmation 2003 et de développer le programme des activités 2004.

Le comité directeur s'est prononcé pour une collaboration étroite entre le GTASE et le PASEC/CONFEMEN.

3. La réunion sur le thème : "Genre, Éducation et Développement pour le progrès des sociétés africaines"

A l'invitation du CIEFFA, la Secrétaire Générale a participé à ce séminaire tenu à Ouagadougou, du 06 au 08 Mars 2003.

Plusieurs institutions, associations et personnalités intéressées par la problématique de la scolarisation des filles en Afrique ont participé à cette rencontre. Il s'agit notamment de l'UNESCO, de l'UNICEF, du Centre Africain pour le Genre et le Développement/Commission Economique Africaine (CAGED/CEA), du Forum des Educatrices Africaines (FAWE) et d'anciens ministres de l'Éducation nationale.

Ce colloque a mis en exergue, à travers plusieurs communications et discussions, la corrélation entre le genre, l'éducation et le développement, d'où l'équation:

$$\text{Femme} + \text{Education} = \text{Développement} + \text{Progrès}.$$

En marge de ce colloque, la Secrétaire Générale a fait partie du segment de haut niveau qui a réfléchi et fait des propositions sur le dispositif institutionnel du CIEFFA et du mécanisme de sa validation.

1. Les Etats Généraux de l'enseignement du Français en Afrique subsaharienne francophone

Du 17 au 20 Mars se sont tenus à Libreville les Etats Généraux de l'enseignement du Français en Afrique subsaharienne francophone, confirmant le français dans son rôle de partenaire du développement. La CONFEMEN, représentée par le Ministre Président et la Secrétaire Générale, a participé activement à ces assises.

En effet, la Secrétaire Générale a fait une intervention sur l'éducation de base lors de la table ronde sur une vision africaine de l'école.

Il convient de noter que le mémorandum de la réunion des Ministres de l'Education contient des recommandations importantes, notamment les suivantes :

- créer un comité de suivi des Etats Généraux avec la participation de la CONFEMEN aux côtés de l'AIF, de l'AUF et de la FIPF
- faire examiner le mémorandum par la prochaine conférence des Ministres de l'Education des pays ayant le français en partage afin qu'il soit traduit en orientations politiques en vue de faciliter sa mise en œuvre
- systématiser le recours à l'évaluation des acquis des apprentissages, notamment avec l'appui du PASEC.

2. La 47^e Session du Conseil Permanent de la Francophonie

Au cours de cette réunion, la Secrétaire Générale a eu l'opportunité de prendre la parole pour attirer la bienveillante attention des représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement sur la situation particulière de l'éducation dans les pays francophones du Sud, sur la problématique de financement de ce secteur, sur le rôle mobilisateur que doit jouer la Francophonie au profit de l'éducation considérée comme une priorité, notamment en ce qui concerne l'enseignement fondamental.

3. L'atelier de travail sur l'approche sectorielle pour améliorer les stratégies éducatives

La CONFEMEN a été conviée par le pôle d'Analyse sectorielle de Dakar (coopération française/UNESCO/BREDA) à participer à cet atelier qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative de financement accéléré de l'éducation pour tous. Six pays africains de la CONFEMEN étaient concernés. Il s'agissait du Burkina Faso, de la Guinée, du Bénin, du Mali, du Niger et du Sénégal.

A cette occasion, la Secrétaire Générale a énoncé la vision de la CONFEMEN sur le processus d'élaboration et de mise en œuvre de politiques éducatives et de programmes sectoriels. Elle a insisté sur la disponibilité et l'engagement de la CONFEMEN à accompagner les Etats dans cet exercice, mission que lui ont confiée les ministres à travers le cadre d'action défini par la conférence ministérielle de novembre 2002.

4. La 4^e réunion du Conseil International Francophone des Langues (CIFLA)

La quatrième réunion du Conseil International Francophone des Langues (CIFLA) a eu lieu au siège de l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie (AIF), à Paris, le mercredi 16 avril 2003. La Conseillère à la programmation y a représenté la CONFEMEN.

Lors de l'ouverture de la réunion, l'Administrateur général de l'AIF, M. Roger Dehaybe, a notamment rappelé que la CONFEMEN est un partenaire obligé de l'AIF.

Monsieur DEHAYBE a également insisté sur le caractère fondamental de l'arrimage entre la Direction des Langues et de l'Ecrit et la Direction de l'Education et de la Formation technique et professionnelle. Il a indiqué que les recommandations des Etats Généraux de l'enseignement du Français en Afrique subsaharienne francophone qui ont eu lieu à Libreville, au Gabon, en Mars 2003, doivent être prises en compte dans le cadre de la programmation des activités, notamment en ce qui a trait à l'importance qu'il faut accorder aux langues nationales dans le processus de scolarisation.

L'essentiel de la suite de la réunion a consisté en un tour de table complet qui a permis à chacun de faire part de ses suggestions en ce qui a trait à la planification de la programmation 2004-2005. On a pu constater la diversité des intérêts exprimés, et la difficulté à les concilier, notamment en raison d'un financement disponible restreint dont le partage est difficile.

Suivi des activités du trimestre

- Organisation de la visite du Ministre Président en exercice de la CONFEMEN à Dakar, du 12 au 14 Mai 2003.
- Réalisation du partenariat CONFEMEN/Parrains de l'EPT.
- Réunion de travail AIF/CONFEMEN du 12 au 14 Mai, à Dakar.
- Préparation et organisation de la mission à la Banque Mondiale, à Washington, en liaison avec la Direction de l'institut de formation et le Secrétariat à l'initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'EPT.
- Contact avec les bureaux régionaux de l'UNESCO.
- Poursuite des contacts avec TV5 : réalisation de l'interview de la Secrétaire Générale, réalisation d'émissions-tests avec certains instituts nationaux pédagogiques.
- Poursuite des réunions mensuelles de coordination.
- Participation au groupe de travail du CIEFFA sur l'élaboration du plan d'action de l'éducation des filles et des femmes en Afrique, Juin 2003, à Ouagadougou.
- Participation à la réunion du comité de suivi des Etats Généraux de l'enseignement du Français : 29 Avril, à Paris.
- Participation à la réunion de la Commission de coopération sur le thème "Education et Apprentissage du Français", le 30 Avril 2003, à Paris.
- Participation à la réunion sur «L'articulation du français/langues nationales dans les systèmes éducatifs».

Rapport d'activités

Mai-Juillet 2003

Sommaire

I. Les activités liées au fonctionnement et au programme

1. Réunion AIF-DEFTP/CONFEMEN
2. Réunion de travail avec le BREDA
3. Réunion de coordination (juin 2003)
4. Réunion du Groupe de travail
5. Réunion de travail avec la chef du service de communication à l'AIF
6. Séance de travail avec le Président en exercice
7. Réunion-bilan de la réunion du Groupe de travail
8. Réunion de coordination (juillet 2003)
9. Rencontres de restitution des résultats des travaux des stagiaires
10. Activités du PASEC
 - 10.1. Activités du PASEC V
 - 10.2. Activités du PASEC VI
 - 10.3. Activités du PASEC VII
 - 10.4. Suivis de cohortes (Côte d'Ivoire et Sénégal)
11. Edition du numéro 56 de « La CONFEMEN au Quotidien »

II. La participation aux réunions régionales et internationales

1. Réunion du Comité de suivi des Etats généraux de Libreville (Paris, France, 29 avril 2003)
2. Réunion de la Commission de coopération (Paris, France, 30 avril 2003)
3. Rencontre nationale sur l'éducation bilingue (Ouagadougou, Burkina Faso, 8-10 mai 2003)
4. Séminaire de la Banque Mondiale sur les manuels scolaires et autres matériels didactiques imprimés (Ouagadougou, Burkina Faso, 19-23 mai 2003)
5. Réunion du comité d'experts en vue de la finalisation du plan d'action à moyen terme du CIEFFA (Kaya, Burkina Faso, 2-6 juin 2003)
6. Atelier régional conjoint UNICEF/Banque Mondiale (Ouagadougou, Burkina Faso, 25-27 juin 2003)
7. Réunion d'un groupe de travail de l'ADEA (Bussy Saint Georges, France, 30 juin – 3 juillet 2003)
8. Réunion de concertation des directeurs des Instituts Pédagogiques Nationaux dans le cadre de la production des manuels scolaires (Conakry, Guinée, 7-11 juillet 2003)
9. 29^{ème} Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (Niamey, Niger, 6-9 juillet 2003)

III. Les audiences et entrevues

1. A Ouagadougou, au Burkina Faso, du 25 au 27 juin 2003
2. A Niamey, au Niger, du 2 au 9 juillet 2003
 - 2.1. Entretiens avec les délégations des pays non membres de la CONFEMEN
 - 2.2. Entretiens avec les partenaires techniques et financiers du secteur de l'éducation au Niger
 - 2.3. Entretiens avec les autorités nigériennes
3. Entrevue à « Newsweek »

I. Les activités liées au fonctionnement et au programme

1. Réunion AIF-DEFTP/CONFEMEN

Une réunion de travail entre la Direction de l'Education et de la Formation technique et professionnelle (DEFTP) de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF) et le Secrétariat technique permanent (STP) de la CONFEMEN a eu lieu à Dakar, du 12 au 14 mai 2003. Cette réunion avait pour objectif essentiel de mener une réflexion sur le renforcement de la collaboration entre la DEFTP-AIF et la CONFEMEN. La programmation de l'AIF en matière d'éducation en préparation pour le biennium 2004-2005 et le projet de programme d'activités de la CONFEMEN pour 2004 ont fait l'objet d'échanges.

Les participants, dont le directeur de l'EFTP, M. Samir Marzouki, et la Secrétaire Générale de la CONFEMEN, Mme Adiza Hima, ont examiné des propositions de mesures visant à permettre un rapprochement plus marqué entre l'AIF et la CONFEMEN. Des pistes concrètes de collaboration entre les deux institutions ont été définies.

Le rapport de cette réunion a été soumis à l'Administrateur Général de l'AIF ainsi qu'au Groupe de travail des Correspondantes et Correspondants nationaux des Etats et gouvernements membres du Bureau de la CONFEMEN qui s'est réuni en juin 2003, à Dakar. Les membres du Groupe de travail se sont félicités « de la synergie qui prend forme entre les deux institutions » et ont entériné les recommandations issues de cette réunion.

2. Réunion de travail avec le BREDA

En marge de la réunion AIF-DEFTP/CONFEMEN, une séance de travail a eu lieu avec le directeur du Bureau Régional pour l'Education en Afrique de l'UNESCO (BREDA/UNESCO), M. Armoogum Parsuramen. Dans le cadre d'une convention signée avec l'AIF, le BREDA apporte un soutien à certains pays francophones qui n'ont pas encore produit de plan d'action en vue de la réalisation des objectifs d'Education Pour Tous (plans EPT) ou qui doivent réaménager les plans déjà élaborés. A cette fin, une collaboration tripartite avec la CONFEMEN est envisagée. Une équipe BREDA/CONFEMEN proposera des modalités de collaboration.

3. Réunion de coordination (juin 2003)

La réunion de coordination de juin a porté exclusivement sur la définition des tâches du personnel d'appui du Secrétariat technique permanent. A partir d'une fiche complétée par chacun des membres de ce personnel, une analyse des fonctions a été faite et le travail a été réorganisé afin d'assurer une plus grande efficacité. L'ancrage administratif de chacun a été explicité. Les besoins de formation qui ont été exprimés à cette occasion seront pris en compte lors de la préparation du budget pour 2004.

4. Réunion du Groupe de travail

Une réunion du Groupe de travail des Correspondantes et Correspondants nationaux des Etats et gouvernements membres du Bureau de la CONFEMEN a eu lieu à Dakar, du 16 au 20 juin. Afin d'assurer le suivi de la dernière session ministérielle et de préparer la tenue du Bureau qui se tiendra à Québec, en octobre 2003, le Groupe a notamment examiné un projet de cadre logique de programme d'activités pour 2004 et un avant-projet de budget pour cette même année. Ces deux documents seront revus en fonction des commentaires qui ont été émis, et soumis aux membres du Bureau. Le Groupe de travail a également pris connaissance des activités réalisées par le STP depuis le début de l'année 2003 et en a apprécié les résultats.

Le Groupe de travail a recommandé que la session de formation des Correspondantes et Correspondants nationaux soit reportée à 2005, ce qui permettra de mieux la préparer. La Roumanie serait intéressée à accueillir cette session.

Le représentant malgache a posé la candidature de Madagascar pour l'accueil des Assises francophones de la gestion scolaire, prévues pour 2004. Un plan détaillé de cet événement devra être soumis à l'approbation du Bureau.

Mis sur pied pour favoriser une meilleure concertation entre les deux institutions sur le plan de la programmation de la Francophonie en matière d'éducation, le Comité de suivi AIF-CONFEMEN a profité de la rencontre du Groupe de travail pour tenir sa première réunion. L'objectif précis de la réunion du Comité était de consulter les membres du Groupe de travail dans le cadre du processus de préparation de la programmation de l'Agence en matière d'éducation pour le biennium 2004-2005.

5. Réunion de travail avec la chef du service de communication à l'AIF

A la demande de la Secrétaire Générale, la chef du service de communication à l'AIF, Mme Anissa Barrak, a effectué une mission de consultation auprès du STP de la CONFEMEN, à Dakar, les 23 et 24 juin 2003. Les conclusions de la mission de Mme Barrak, et son expertise, serviront à orienter la redéfinition de la stratégie de communication de la CONFEMEN, élément indispensable de la relance en cours.

6. Séance de travail avec le Président en exercice

Le 27 juin, en marge des travaux de l'Atelier conjoint UNICEF/Banque Mondiale qui a eu lieu à Ouagadougou, au Burkina Faso, la Secrétaire Générale a eu l'opportunité de tenir une séance de travail avec le ministre burkinabè de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation, et Président en exercice de la CONFEMEN, M. Rakissouilgri Mathieu Ouédraogo. A cette occasion, la Secrétaire Générale a fait un exposé détaillé des activités réalisées par le STP et de leurs résultats. Elle a aussi abordé la question des actions

futures ainsi que certains points délicats de la gestion de l'institution, et recueilli les instructions du Président en exercice.

Cette séance de travail survenant quelques jours à peine après la tenue de la réunion du Groupe de travail, la Secrétaire Générale a rendu compte, point par point, de l'aspect organisationnel, du contenu et des résultats de cette importante rencontre visant notamment à préparer la réunion du Bureau de Québec, prévue pour octobre 2003. En vue de cette réunion d'octobre, Mme Hima a porté à la signature du Président une lettre d'invitation adressée à tous les ministres membres du Bureau.

7. Réunion-bilan de la réunion du Groupe de travail

Une réunion de tous les membres du STP a été tenue le 2 juillet 2003 afin de faire le bilan de la précédente réunion du Groupe de travail des Correspondantes et des Correspondants nationaux des Etats et gouvernements membres du Bureau (Dakar, du 16 au 20 mai 2003). Un questionnaire d'évaluation avait été distribué aux membres du Groupe de travail et les résultats de l'évaluation ont été analysés. Dans l'ensemble, le taux de satisfaction des membres du Groupe de travail est très élevé, autant en ce qui a trait à l'organisation de la réunion qu'au contenu. Les rares éléments jugés moins satisfaisants ont été examinés, et des mesures seront mises en place pour améliorer la situation en vue des prochaines réunions de travail qui se tiendront à Dakar.

8. Réunion de coordination (juillet 2003)

La réunion de coordination de juillet 2003 a permis de faire le compte rendu des missions effectuées en juin et juillet, de préparer le sommaire du rapport d'activités du second semestre ainsi que la liste des documents de travail à produire pour la réunion du Bureau de Québec. Les tâches ont été réparties en vue de la production des documents, et diverses questions d'ordre administratif ont été évoquées.

9. Rencontres de restitution des résultats des travaux des stagiaires

Dans le cadre des travaux du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN, phase VII (PASEC VII), le STP a accueilli, entre mars et juin, deux stagiaires africains (béninois) de l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée (ENEA) de Dakar, tous deux élèves ingénieurs statisticiens. Ils ont eu pour tâche de réfléchir aux modélisations statistiques utilisées par le PASEC. Ils auront contribué à l'analyse des résultats de l'évaluation menée en Guinée et à l'évolution des techniques d'analyse statistique du Programme.

Parallèlement, le STP a accueilli deux étudiants de l'Ecole Polytechnique française qui ont réfléchi de façon plus générale au rôle que peut jouer le PASEC dans le cadre des réformes des politiques éducatives en Afrique. Leur rapport devrait permettre une meilleure compréhension des activités de la CONFEMEN, notamment des activités du PASEC, eu égard aux enjeux actuels de l'Education Pour Tous (EPT).

Les rencontres de restitution des résultats des travaux des stagiaires ont eu lieu, en présence des membres de l'équipe du STP, le 1^{er} et le 4 juillet 2003.

10. Activités du PASEC

10.1. Activités du PASEC V

Guinée : les deux stagiaires béninois, statisticiens en dernière année à l'ENEA de Dakar, ont rédigé leur mémoire commun sur la base des données de l'évaluation thématique menée en Guinée. Ils sont parvenus à améliorer les résultats précédents en utilisant des estimations statistiques plus raffinées. Il est prévu, dans les prochains mois, de réactualiser le rapport existant à partir de ces nouvelles analyses.

Togo : un membre de l'équipe PASEC-Togo a effectué une mission à Dakar, en juin, ce qui a permis l'interprétation des résultats de l'analyse quantitative et la finalisation des analyses qualitatives. La rédaction du rapport provisoire est en cours.

10.2. Activités du PASEC VI

Evaluations thématiques sur les enseignants contractuels au Niger et au Mali : les analyses sur les données des deux évaluations ont repris début juillet, avec l'embauche des deux stagiaires béninois à titre de contractuels pour une période de trois mois. Il est prévu que les analyses descriptives et quantitatives soient terminées pour le mois de septembre. Ce travail préparatoire servira alors de base pour l'écriture des rapports provisoires. Parallèlement, les analyses descriptives sont en cours.

Appui à la formulation des stratégies sectorielles en éducation (AFSSE) : la phase AFSSE est terminée pour la Guinée Bissau. La dernière mission a eu lieu en juillet dans le cadre de l'appui à l'élaboration du budget relatif aux évaluations des acquis scolaires à intégrer au Plan d'Action National d'Education Pour Tous. En vue de la consolidation d'une équipe nationale d'évaluation, les autorités de la Guinée Bissau ont sollicité de nouveaux appuis pour former cette équipe. A cet effet, trois missions complémentaires ont été programmées dans les activités de la CONFEMEN à soumettre à la réunion du Bureau de Québec. Il faut souligner que le travail d'appui à la formulation des stratégies sectorielles en éducation en Guinée Bissau a été effectué en partenariat avec le BREDA.

Le Congo a demandé un appui concernant la formation à l'analyse sectorielle. Il a été convenu que la CONFEMEN offrirait cet appui en partenariat avec le Pôle d'analyse sectorielle de l'éducation de Dakar. Le démarrage de l'opération est prévu pour septembre, avec le

lancement du Rapport d'état d'un système éducatif national (RESEN) par la Banque Mondiale.

10.3. Activités du PASEC VII

Tchad : une mission a eu lieu au mois de juin et la convention avec le ministère tchadien a été signée. Le budget de l'évaluation a été élaboré avec l'équipe nationale et validé par le STP.

Mauritanie : la Mauritanie est le second pays à bénéficier de l'évaluation diagnostique PASEC. Une mission en Mauritanie a eu lieu en juin et les autorités mauritaniennes ont sollicité la prise en compte, à leurs frais, de l'arabe dans l'évaluation, requête qui a été acceptée par la CONFEMEN. Le budget de l'évaluation a été élaboré d'un commun accord avec les autorités mauritaniennes.

Essai des instruments PASEC : à la suite de la réactualisation des instruments d'évaluation du PASEC, une mise à l'essai a eu lieu au mois de mai dans 5 écoles, avec 400 élèves sénégalais. Le travail a été réalisé en collaboration avec l'Institut national d'étude et d'action pour le développement de l'éducation de Dakar. Une réunion est prévue en août pour faire le point sur les problèmes rencontrés.

10.4. Suivis de cohortes (Côte d'Ivoire et Sénégal)

Le rapport provisoire du suivi de cohorte au Sénégal a été validé par le Comité scientifique. Le séminaire de restitution des résultats devrait avoir lieu en septembre. Le rapport provisoire concernant la Côte d'Ivoire est en cours d'écriture. Il devrait être terminé fin septembre.

11. Edition du numéro 56 de « La CONFEMEN au Quotidien »

Le numéro 56 de « La CONFEMEN au Quotidien » est paru en juillet. On y traite notamment de la relance de la CONFEMEN, de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles et des Etats généraux de l'Enseignement du français en Afrique subsaharienne francophone qui ont eu lieu à Libreville, du 17 au 20 mars 2003.

II. La participation aux réunions régionales et internationales

1. Réunion du Comité de suivi des Etats généraux de Libreville (Paris, France, 29 avril 2003)

Conformément aux recommandations issues de la réunion des ministres en charge de l'Education tenue le 19 mars, à Libreville, au Gabon, la première réunion du Comité de suivi des Etats généraux de l'Enseignement du français a eu lieu à Paris, le 29 avril 2003. Cette réunion du Comité de suivi, à laquelle a participé la Secrétaire Générale, a décidé de la production et de la diffusion d'un recueil contenant les principaux documents relatifs aux Etats généraux de Libreville. Il a été demandé à

chaque membre du Comité d'assurer une large diffusion des principaux documents issus de ces Etats généraux, à savoir le mémorandum de la réunion des ministres en charge de l'Education et le rapport général. La réunion du Comité de suivi, à laquelle a aussi participé l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), était présidée par l'Administrateur Général de l'AIF. La Fédération internationale des professeurs de français et certains pays et gouvernements y étaient représentés.

2. Réunion de la Commission de coopération (Paris, France, 30 avril 2003)

La Secrétaire Générale a participé à la session de la Commission de coopération tenue le 30 avril, à Paris. Elle a eu à présenter la contribution de la CONFEMEN relative au thème de la réunion : « Education et apprentissage du français ». Ce document avait été transmis à l'avance, accompagné d'une introduction commune AIF-CONFEMEN-AUF.

Ces réflexions entrent dans le processus d'élaboration du plan quadriennal et du cadre stratégique décennal de la Francophonie.

3. Rencontre nationale sur l'éducation bilingue (Ouagadougou, Burkina Faso, 8–10 mai 2003)

A l'invitation du Ministre de l'Education de Base et de l'Alphabétisation du Burkina Faso, et Président en exercice de la CONFEMEN, la Secrétaire Générale a participé à cette rencontre qui a regroupé près de trois cents personnes provenant des différentes structures nationales de l'éducation ainsi que des organismes partenaires qui accompagnent le Burkina Faso dans la mise en œuvre de sa politique des langues nationales. Au cours de cette grande rencontre, la Secrétaire Générale a eu l'opportunité de prendre la parole pour faire le point sur les résultats des travaux des Etats généraux de l'Enseignement du français tenus à Libreville et expliquer la position de la Francophonie par rapport à l'introduction des langues nationales dans les systèmes éducatifs et au positionnement du français. Le document fourni par la Secrétaire Générale a été retenu dans les actes de la rencontre. La Secrétaire Générale a également profité de l'occasion pour distribuer à tous les participants le mémorandum de la réunion des ministres de l'Education de l'Afrique subsaharienne francophone sur l'enseignement du français, conformément aux recommandations du Comité de suivi des Etats généraux.

4. Séminaire de la Banque Mondiale sur les manuels scolaires et autres matériels didactiques imprimés (Ouagadougou, Burkina Faso, 19-23 mai 2003)

La Banque Mondiale a organisé, à Ouagadougou, un séminaire sur les manuels scolaires et autres matériels didactiques imprimés à l'intention de quatre pays : le Burkina Faso, la Guinée, le Mali et le Niger. Ces pays bénéficient de crédits de la Banque relatifs à la mise à disposition de

manuels scolaires, mais éprouvent diverses difficultés liées à la mise en œuvre du processus de production et de mise à disposition.

La Secrétaire Générale et la conseillère à la programmation de la CONFEMEN ont participé à ce séminaire, à l'invitation de la Banque Mondiale. Elles y ont présenté les résultats du PASEC concernant l'influence de la possession et de l'utilisation de manuels scolaires sur les acquisitions des élèves. Elles ont également fait part de l'expérience de la CONFEMEN dans le domaine de la production de manuels scolaires. Les représentants de la Banque, et plus précisément de la Région Afrique et de l'Institut de la Banque Mondiale, présents à Ouagadougou ont pu constater l'intérêt d'établir un partenariat avec la CONFEMEN pour traiter de ce sujet avec les pays francophones intéressés, et une entente a été signée à cet effet.

5. Réunion du comité d'experts en vue de la finalisation du plan d'action à moyen terme du CIEFFA (Kaya, Burkina Faso, 2-6 juin 2003)

Pour donner suite à l'une des principales recommandations du Colloque international « Genre, Education et développement pour le progrès des sociétés africaines », un comité d'experts s'est réuni à Kaya, du 2 au 6 juin 2003, en vue de la finalisation du plan d'action sur cinq ans du Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (CIEFFA). Ce plan permettra de disposer d'un cadre d'intervention en éducation en faveur de la promotion des filles et des femmes en Afrique. La Secrétaire Générale, à l'invitation du CIEFFA, a participé à ce travail de conception qui a tenu compte des politiques nationales dans ce domaine. Le document pourrait être validé par un caucus des ministres en charge de l'Education tenu en marge de la 32^e session de la Conférence générale de l'UNESCO, en octobre 2003, à Paris.

Après la participation de la CONFEMEN à la phase conceptuelle de ce plan d'action, l'AIF se dit disposée à accompagner le CIEFFA dans sa mise en œuvre dans les pays francophones d'Afrique.

6. Atelier régional conjoint UNICEF/Banque Mondiale (Ouagadougou, Burkina Faso, 25-27 juin 2003)

Du 25 au 27 juin s'est tenu à Ouagadougou, au Burkina Faso, l'atelier régional sur les « options d'investissement dans l'EPT : faire face aux disparités liées au genre et autres disparités ». Cet atelier a été organisé conjointement par l'UNICEF et la Banque Mondiale. La Secrétaire Générale y a participé, sur invitation de la Directrice régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Mme Rima Salah.

Les ministres en charge de l'Education, les ministres chargés du Développement social ou leurs représentants ainsi que les représentants des ministres en charge des Finances de 24 pays ont pris part à cette importante rencontre, de même que les administrateurs de l'UNICEF et les « Task Managers » de la Banque Mondiale pour ces pays.

Cet atelier s'est déroulé dans le cadre de « l'Initiative 25 pour 2005 » lancée par l'UNICEF. Il s'est achevé par la signature de la Déclaration de Ouagadougou par les ministres de l'Éducation des pays concernés. Par cette déclaration, les ministres réitèrent les engagements pris lors du Forum de Dakar, et s'engagent à tout mettre en œuvre pour éliminer les disparités dans les systèmes éducatifs.

Au cours de deux sessions de discussion en groupes restreints, la Secrétaire Générale a apporté la contribution de la CONFEMEN à la réflexion, notamment en ce qui a trait aux sujets suivants :

- Les conséquences de l'adoption du taux d'achèvement comme objectif central de l'EPT ;
- Comment les communautés, les autorités locales, le gouvernement central et les organisations non gouvernementales peuvent-ils travailler ensemble pour la réduction des inégalités ? Quel est l'avantage comparatif de chaque partenaire ? Quel serait le rôle des partenaires extérieurs ?
- Le « cadre indicatif » a été conçu pour servir de référence pour l'allocation des ressources afin que les Ministères atteignent les objectifs en matière d'apprentissage et d'achèvement universel de la scolarité primaire. Comment les priorités sont-elles susceptibles de varier d'un pays à l'autre ?
- Comment assurer une participation effective des communautés dans la mobilisation des ressources financières et la prise de décision sur leur allocation au niveau de l'école ?

7. Réunion d'un groupe de travail de l'ADEA (Bussy Saint Georges, France, 30 juin – 3 juillet 2003)

Un conseiller technique du PASEC a participé à la réunion d'un groupe de travail de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), du 30 juin au 3 juillet, en France. Cette réunion a eu lieu dans le cadre de la préparation de la Biennale de l'ADEA qui se tiendra à Maurice, en décembre 2003, sur le thème « Le défi de l'apprentissage : améliorer la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne ». Un membre du Comité scientifique du PASEC, Mme Katja Michaelowa, a aussi participé à cette même réunion. Mme Michaelowa et le conseiller technique ont présenté chacun, en plénière, une communication sur les résultats du PASEC. Le contenu de ces présentations a été discuté en groupe restreint et la principale recommandation issue de ces discussions a été de mettre en commun les contenus des analyses du SACMEQ (Southern Africa Consortium of Monitoring Educational Quality) et du PASEC pour avoir un descriptif plus complet de l'état de la qualité de l'éducation en Afrique.

8. Réunion de concertation des directeurs des Instituts Pédagogiques Nationaux dans le cadre de la production des manuels scolaires (Conakry, Guinée, 7-11 juillet 2003)

La Direction des Langues et de l'Écrit de l'AIF a organisé, à Conakry, une réunion de concertation des directeurs des Instituts Pédagogiques Nationaux (IPN) dans le cadre de la production des manuels scolaires. La conseillère à la programmation de la CONFEMEN a participé à cette réunion qui a permis aux directeurs ou représentants des IPN, ou des structures équivalentes, d'une dizaine de pays africains de discuter de l'évolution des rôles qui leur sont confiés eu égard à l'élaboration des manuels scolaires.

Ces rôles, qui varient selon les pays, ainsi que ceux qui sont dévolus aux autres acteurs de la chaîne du manuel scolaire, pourraient éventuellement être mieux définis, et plus ajustés aux capacités réelles des IPN, si les pays étaient dotés d'une politique du manuel scolaire qui définisse les tâches et les responsabilités des différents intervenants. Certains pays, dont la Guinée et le Bénin, sont en train d'élaborer de telles politiques. Le Mali serait sur le point d'en adopter une. Dans tous les cas, on peut noter que le besoin d'une politique de ce type, ou tout au moins de directives claires, se fait sentir. L'une des recommandations issues de la réunion va d'ailleurs dans ce sens. Elle se lit comme suit : « La réunion de concertation des Directeurs des IPN et/ou structures similaires dans le cadre de la production des manuels scolaires, tenue à Conakry, du 07 au 11 juillet, recommande aux Ministres en charge de l'éducation nationale l'élaboration et l'adoption dans un délai raisonnable au niveau des différents pays, d'une politique nationale du livre scolaire en vue de préparer les bases de l'intégration régionale en matière de manuels scolaires et de matériels didactiques ».

La conseillère à la programmation a pu profiter de cette rencontre pour faire un bref exposé sur l'influence de la possession et de l'utilisation des manuels scolaires sur les acquisitions des élèves d'après les résultats du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC). Elle a également fait état de l'expérience de la CONFEMEN en matière de production de manuels scolaires. Cette partie de l'exposé concernant l'expérience de la CONFEMEN a été reprise, un autre jour, à l'intention des participants à un séminaire régional francophone de formation des éditeurs sur les aspects légaux de l'édition qui se tenait parallèlement, au même endroit, à Conakry.

L'entente signée à Ouagadougou entre la CONFEMEN et la Banque Mondiale concernant l'appui à la mise à disposition des manuels scolaires a été présentée et expliquée aux participants.

9. 29^e Session de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (Niamey, Niger, 6-9 juillet 2003)

Du 6 au 9 juillet se sont déroulées, à Niamey, la 29^e Session de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF), la réunion du

Réseau des femmes parlementaires francophones et la 2^e Session du Parlement francophone des jeunes.

A l'invitation du Secrétaire Général de l'APF, le sénateur français Jacques Legendre, la Secrétaire Générale de la CONFEMEN a participé à ces importantes rencontres. Cela lui a fourni l'occasion d'échanger avec beaucoup de parlementaires et de disposer de riches informations concernant les prises de position de l'APF dans divers domaines de préoccupation de la Francophonie, à savoir : la coopération, la politique, l'éducation, la communication, la culture et l'économie. La Secrétaire Générale a eu à intervenir devant la commission « Education, communication et affaires culturelles » sur le thème « Education, clef de voûte pour un développement durable ». Son exposé, qui a été fort apprécié par les parlementaires, se voulait une contribution aux réflexions de la Commission et visait à attirer la bienveillante attention de cette assemblée sur son rôle dans la concrétisation de la priorité accordée à l'éducation, notamment dans les pays du Sud. Le document préparé pour cette intervention fut distribué dans les quatre Commissions qui constituent l'Assemblée.

La Secrétaire Générale a profité de l'occasion pour présenter la CONFEMEN à tous ses interlocuteurs et a distribué les documents pertinents à cette présentation.

La Commission Education a souhaité recevoir tous les documents de référence de la CONFEMEN cités par la Secrétaire Générale dans son exposé. Le suivi de cette demande a été assuré.

III. Les audiences et entrevues

En marge des réunions régionales et internationales auxquelles elle a participé, la Secrétaire Générale a eu des entretiens avec plusieurs personnalités.

1. A Ouagadougou, au Burkina Faso, du 25 au 27 juin 2003

Lors de l'Atelier conjoint UNICEF/Banque Mondiale, la Secrétaire Générale a mis à profit l'occasion pour échanger avec les ministres des pays membres de la CONFEMEN présents à cette réunion, plus précisément avec les ministres de Centrafrique, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la République démocratique du Congo, de Sao Tomé e Príncipe et du Tchad.

Elle a fait le point avec eux sur le fonctionnement du STP, sur les activités réalisées depuis février 2003 et sur la réunion du Groupe de travail. Elle a sollicité, des pays qui ne sont pas à jour au chapitre de leurs cotisations, le versement des contributions statutaires.

Elle a également eu un entretien avec la Directrice régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Mme Rima Salah, à laquelle elle a présenté toute sa reconnaissance pour l'attention portée à la CONFEMEN. Cette attention s'est traduite par une invitation à prendre part à l'Atelier,

importante rencontre concernant le devenir de l'éducation dans les pays d'Afrique. La Secrétaire Générale et Mme Salah ont convenu de reprendre contact aussitôt rentrées à Dakar.

La Secrétaire Générale a également échangé avec M. Birger Fredriksen, directeur du Développement humain à la Région Afrique de la Banque Mondiale, et M. Alain Mingat, économiste principal et spécialiste en éducation à la même direction, relativement à la mission qu'elle doit effectuer à la Banque, à Washington. La période de la fin d'octobre a été retenue d'un commun accord. A cette occasion, la Secrétaire Générale et un conseiller PASEC auront des séances de travail avec, notamment, les représentants du « Network », de la Région Afrique et de l'Institut de la Banque Mondiale.

2. A Niamey, au Niger, du 2 au 9 juillet 2003

2.1 Entretiens avec les délégations des pays non membres de la CONFEMEN

En marge de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie tenue à Niamey, au Niger, du 6 au 9 juillet 2003, la Secrétaire Générale a rencontré les représentants de quatre pays francophones non membres de la CONFEMEN. Il s'agit de la Guinée Equatoriale, du Maroc, de la Tunisie et du Vietnam. Elle a échangé avec ces représentants et leur a présenté le bien-fondé de l'adhésion de leurs pays à la plus ancienne institution de la Francophonie. Elle a également remis à ces délégations de la documentation sur la CONFEMEN. Les représentants se sont engagés à travailler, dès leur retour, à favoriser l'adhésion de ces pays à la CONFEMEN. Le Président en exercice de la CONFEMEN adressera d'ailleurs aux ministres en charge de l'Education de tous les pays non membres une lettre de sollicitation à cet effet.

2.2 Entretiens avec les partenaires techniques et financiers du secteur de l'éducation au Niger

A l'issue des travaux de l'Assemblée Parlementaire, la Secrétaire Générale a également rendu visite à plusieurs Partenaires Techniques et Financiers (PTF) intervenant dans le secteur de l'éducation au Niger : Union Européenne (UE), UNICEF, coopération française et coopération canadienne. Les points suivants ont été évoqués :

- le Programme Décennal de Développement de l'Education (PDDE) ;
- les contributions des PTF dans l'élaboration et la mise en œuvre de ce Programme ;
- la CONFEMEN et son intervention au Niger.

En résumé et de l'avis de tous, le PDDE est un programme cohérent et pertinent qui s'intègre parfaitement dans la stratégie de réduction de la pauvreté, ce qui a valu au Niger d'être élu à l'Initiative pour la Mise en Oeuvre Accélérée de l'Education Pour Tous (IMOAEPT). Tous les partenaires ont été largement impliqués dans le processus d'élaboration

du programme, un cadre partenarial a été institué par le Ministère en charge de l'éducation et ce cadre a été formalisé par un protocole d'accord signé par tous les PTF du secteur.

Pour la mise en œuvre du programme, les partenaires ont défini avec le gouvernement leurs cadres d'intervention et certains ont déjà annoncé leurs contributions. Par exemple, l'UE offre un appui budgétaire non ciblé dans lequel les secteurs sociaux, dont l'éducation, sont prioritaires, la coopération française soutient le Niger dans la mise en œuvre de son programme accéléré pour environ 10 millions d'Euros et la Banque islamique de développement, pour 10 millions de dollars.

La CONFEMEN effectuée au Niger une étude thématique sur l'impact des Volontaires de l'Éducation sur les acquis scolaires et la gestion du personnel enseignant. Tous les PTF ont montré leur intérêt pour cette étude et attendent beaucoup des résultats compte tenu de la place qu'occupent les Volontaires de l'Éducation dans le système éducatif nigérien. Ces résultats seront disponibles d'ici la fin de l'année 2003.

2.3 Entretiens avec les autorités nigériennes

Le jeudi 10 juillet, la Secrétaire Générale a été reçue par le Ministre de l'Éducation de Base et de l'Alphabétisation du Niger. Cet entretien s'est déroulé en présence du Secrétaire Général du Ministère.

La Secrétaire Générale a informé le Ministre des activités réalisées par le STP depuis février 2003, date de sa prise de fonction, et lui a fait part des résultats de la réunion du Groupe de travail ainsi que des perspectives pour la réunion du Bureau qui aura lieu au Québec, en octobre 2003. Elle a également rappelé à Monsieur le Ministre le paiement exigible de la contribution statutaire pour l'année 2003 et l'importance de la nomination d'un Correspondant national. Elle a aussi fait le point sur l'étude thématique sur les Volontaires de l'Éducation que réalise la CONFEMEN en collaboration avec l'équipe nationale.

Le Ministre a fait part à la Secrétaire Générale de l'intérêt qu'il porte à tout ce qui se fait et a encouragé le STP dans sa démarche. Il a demandé d'accélérer l'étude en cours. Les résultats de cette étude sont très attendus dans le cadre de la mise en œuvre du PDDE dont le démarrage est prévu pour la rentrée d'octobre 2003.

A l'issue de cet entretien, la Secrétaire Générale a eu une séance de travail avec l'équipe nationale d'évaluation (équipe PASEC) portant principalement sur la finalisation du dossier.

La Secrétaire Générale a aussi été reçue par le Directeur du Cabinet du Premier Ministre et les Conseillers chargés du dossier de l'éducation à la Primature. De ces entretiens, il ressort que l'éducation occupe une place de choix dans la politique de développement du pays. La

composante éducation figure parmi les axes fondamentaux de la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP). Dans la stratégie de mise en œuvre de la Lettre de Politique de Développement, l'éducation est considérée comme un secteur pilote. Ainsi, c'est à l'issue de la Table sur le financement de la SRP qu'a été signé, par tous les partenaires présents à Niamey, le protocole d'accord partenarial du secteur éducation. Pour une mise en œuvre effective du programme global élaboré dans le secteur de l'éducation, la Secrétaire Générale a insisté sur la part du financement national qui doit y être consacrée.

La Secrétaire Générale a eu l'honneur d'être reçue par Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mamadou Tandja. Après l'avoir encouragée, le Président l'a assurée du soutien du Niger et lui a prodigué d'importants conseils.

3. Entrevue à « Newsweek »

Le 28 juillet, la Secrétaire Générale a accordé une entrevue, par téléphone, à un journaliste de la revue « Newsweek » qui prépare un reportage sur le thème « Jeunesse et nouvelles technologies de l'information – évolution des apprentissages ». L'entrevue a porté essentiellement sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le secteur éducatif, notamment au Sud : la situation actuelle, les apports et les perspectives. La parution est prévue pour la fin du mois d'août ou le début de septembre.



*Conférence
des Ministres de l'Éducation
des pays ayant le français en partage*

Rapport d'activités

Août – Décembre 2003

Rapport d'activités

Août – Décembre 2003

Sommaire du rapport d'activités

I. Les activités liées au fonctionnement et au programme

1. Mission préparatoire au Québec, en vue du Bureau d'octobre 2003, et visite à Ottawa P. 4
2. Bureau de la CONFEMEN P. 5
3. Mission à la Banque Mondiale P. 5
4. Activités du PASEC (Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de la CONFEMEN) P. 6
5. Activités du Centre d'Information et de Documentation (CID) P. 8

II. La participation aux réunions régionales et internationales

1. Conférence régionale sur l'adoption d'une « Stratégie d'alimentation scolaire, santé et nutrition pour les Pays du Sahel : 2003-2015 » P. 9
2. Réunion du Comité directeur du Groupe de travail sur l'analyse des systèmes éducatifs (GTASE) P. 9
3. 32^e Session de la Conférence générale de l'UNESCO P. 9
4. Réunion du comité chargé de la préparation des Rencontres régionales sur l'état de l'enseignement du Français et des politiques linguistiques éducatives P.10
5. Table ronde préparatoire au « Symposium sur l'accès au financement internationaux » sur le thème «Les nouveaux partenaires du financement dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la culture » P.10
6. Biennale de l'Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires (AFIDES) P.11
7. Colloque du Réseau international du français dans le monde (RIFRAM) P.11
8. Troisième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Education pour tous P.11
9. Atelier pratique sur les politiques linguistiques et sur l'aménagement linguistique P.13
10. Biennale de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) P.13
11. Rencontre régionale sur l'enseignement du français en Afrique du Nord et au Moyen Orient P.14
12. Réunion de l'UNESCO, en collaboration avec le Secrétariat du NEPAD, sur le thème « Développement des ressources humaines du NEPAD avec une attention particulière sur la participation des femmes en éducation » P.14
13. 49^e Session du Conseil permanent de la Francophonie/instance du Sommet P.15
14. 19^e Session de la Conférence ministérielle de la Francophonie/instance du Sommet P.15

III. Les audiences et entrevues

P.16

1. Avec M. Racine Senghor, Secrétaire exécutif du projet d'Appui aux recherches sur la contextualisation et l'harmonisation des enseignements secondaires pour les pays francophones d'Afrique et de l'Océan Indien (ARCHES)
2. Avec les délégations de deux pays non-membres de la CONFEMEN (Maroc et Tunisie), en marge de la Rencontre régionale sur l'enseignement du français en Afrique du Nord et au Moyen Orient
3. Avec Colette Thomas, journaliste à Radio France Internationale (RFI)

I. Les activités liées au fonctionnement et au programme

I. 1. Mission préparatoire au Québec, en vue du Bureau d'octobre 2003, et visite à Ottawa

Québec, Montréal et Ottawa, Canada, du 15 au 19 septembre 2003

Sur invitation du ministère de l'Éducation du Québec, la Secrétaire Générale s'est rendue à Québec et à Montréal, où elle a eu l'honneur de rencontrer les autorités en charge de l'éducation et de la Francophonie. Cette visite s'est inscrite dans le cadre de la préparation de la réunion du Bureau de la CONFEMEN qui a eu lieu plus tard, soit du 20 au 24 octobre 2003.

La Secrétaire Générale a été reçue par le ministre de l'Éducation du Québec, Monsieur Pierre Reid, ainsi que par la Vice-première ministre du Québec, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Madame Monique Gagnon-Tremblay. Elle a également rencontré plusieurs hauts fonctionnaires de différents ministères québécois, dont, à l'Éducation, le sous-ministre, Monsieur Pierre Lucier, la sous-ministre adjointe aux Réseaux, Madame Julie Gosselin, de même que le directeur des Affaires internationales et canadiennes, Monsieur Patrice Lafleur, et, au ministère des Relations internationales, la directrice de la Francophonie, Madame Rita Poulin.

Dans le prolongement de cette mission au Québec, la Secrétaire Générale s'est rendue à Ottawa et a rencontré l'Honorable Denis Paradis, Secrétaire d'État à l'Amérique latine, à l'Afrique et à la Francophonie.

Toutes ces rencontres ont été organisées par les correspondants nationaux de la CONFEMEN sur place, Madame Michèle Berthelot, Monsieur Pierre Granger et Monsieur Jean-Luc Gignac, et il y a lieu de saluer leur engagement et leur disponibilité.

Lors des entretiens qu'elle a eus, la Secrétaire a fait le point sur le fonctionnement du Secrétariat technique permanent (STP) et les activités réalisées depuis sa prise de service. Ces activités vont dans le sens du renforcement des liens avec la Francophonie institutionnelle, d'une amélioration de la visibilité de la CONFEMEN auprès des États et gouvernements ainsi que dans les rencontres régionales et internationales. Elles s'inscrivent dans la vision qu'elle a pour la CONFEMEN, laquelle s'inspire du cadre d'action et du plan de relance.

De manière unanime, toutes ces autorités ont assuré la Secrétaire Générale du soutien et de l'appui du gouvernement du Québec et du Canada fédéral pour une relance effective de la CONFEMEN, lesquels seront confirmés à l'occasion de la réunion du Bureau (octobre 2003) et traduits en actes concrets.

Cette mission a été mise à profit pour rencontrer plusieurs acteurs du système éducatif québécois et s'informer de la réforme en cours et des mesures adoptées dans les domaines pédagogiques et de la gestion scolaire. C'est ainsi que la Secrétaire Générale a eu des entretiens avec Monsieur Gilbert Dumont, président du Comité de mise en œuvre de la réforme, avec M. Jean-Pierre Hillinger, directeur général d'Éducation internationale (regroupement de commissions scolaires), Mme Evelyne Foy, directrice générale de Cégep international (regroupement de collèges), Monsieur Richard Charron, Secrétaire Général de l'Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires, Monsieur Christian Payeur, Secrétaire Général du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation, Messieurs Paul et François Gérin-Lajoie, Président-fondateur et directeur général de la Fondation Paul-Gérin-Lajoie, M. Alain Grandbois, directeur du Centre interuniversitaire Paul-Gérin-Lajoie et plusieurs autres intervenants du milieu de l'éducation.

Au-delà de la préparation de la réunion du Bureau, cette visite a été un moment fort qui s'inscrit dans le cadre de l'intensification des liens d'échange entre le STP et les États et gouvernements membres pour une meilleure visibilité et une action plus efficace de la CONFEMEN.

Il y a lieu de saluer les efforts du ministère de l'Éducation du Québec, qui a pris entièrement en charge le séjour de la Secrétaire Générale, et de remercier toutes les autorités pour leur accueil chaleureux et leurs engagements confirmés en faveur de la CONFEMEN.

I. 2. La réunion du Bureau de la CONFEMEN

Québec, Canada, du 20 au 24 octobre 2003

Les 23 et 24 octobre 2003, s'est tenue à Québec la réunion du Bureau de la CONFEMEN. Elle a été précédée de la réunion du Groupe de travail, le 21 octobre, et de celle de la Commission administrative et financière (CAF) ; le 22 octobre. La réunion du Bureau a été présidée par Monsieur Mathieu Ouédraogo, ministre de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation du Burkina Faso et Président en exercice de la CONFEMEN.

Les ministres et chefs de délégation ont eu à apprécier le bilan des activités et la revue financière et comptable, au titre de l'année 2003, présentée par la Secrétaire Générale ainsi que la programmation de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF) en matière d'éducation présentée par Monsieur Marzouki, Directeur de l'Éducation et de la Formation technique et professionnelle à l'AIF.

Ils ont également adopté les rapports du groupe de travail et de la CAF, de même que le programme d'activités 2004 et le budget afférent.

En ce qui concerne la préparation de la 51^{ème} ministérielle, la réunion du Bureau a retenu d'élargir le thème de l'évaluation des systèmes éducatifs et de se pencher sur les résultats des travaux sur l'enseignement du/en français dans l'espace francophone (Ref. – Rapport général de la réunion du Bureau de la CONFEMEN).

I. 3. Mission à la Banque Mondiale

Washington, États-Unis, du 27 au 29 octobre 2003

Du 27 au 29 octobre 2003, une délégation de la CONFEMEN, composée de la Secrétaire Générale et du Conseiller Technique Jean Marc BERNARD, s'est rendue au siège de la Banque Mondiale, à Washington.

La délégation a eu à faire deux présentations relatives au cadre institutionnel de la CONFEMEN dans le contexte de la relance et aux activités du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN.

La délégation a eu également une série d'entretiens avec certains responsables de la Banque Mondiale, notamment à la Région Afrique, à l'Institut de la Banque Mondiale, au Réseau du développement humain et au Secrétariat Fast Track.

Le bilan global de la mission est largement positif. Sur le plan institutionnel, la CONFEMEN est désormais considérée par la Banque Mondiale comme un interlocuteur à part entière et des pistes de partenariat ont été identifiées qui devraient déboucher sur des activités communes. Des possibilités de financement sont retenues pour permettre à la CONFEMEN d'élargir ses activités.

Cette mission a permis également de faire mieux connaître les travaux réalisés par la CONFEMEN dans le cadre de l'évaluation des systèmes éducatifs (réf. – Rapport de mission à Washington, du 25 au 31 octobre 2003).

I. 4. Activités du PASEC

I. 4. 1. Les activités du PASEC V: Guinée, Togo

Guinée

Le rapport d'évaluation Guinée sur la formation des enseignants et l'organisation des classes en double vacation a été réactualisé et validé par le comité scientifique du PASEC.

Togo

Le comité scientifique a validé le rapport d'évaluation Togo en novembre 2003. Le séminaire de restitution est prévu pour la semaine du 23 au 27 février 2004.

I. 4. 2. Le suivi de cohorte

Le rapport d'évaluation Sénégal a été approuvé par le comité scientifique en juin 2003. Le séminaire final de restitution des résultats est prévu pour les 28 et 29 janvier 2004.

I. 4. 3. Les activités du PASEC VI

➤ *Les évaluations thématiques sur les enseignants contractuels au Niger et au Mali*

La mission de formation à l'analyse a eu lieu au Niger du 31 octobre au 7 novembre 2003. Pour le Mali, cette mission est prévue en février 2004. Pour les deux pays, les analyses et la rédaction des rapports provisoires sont en cours. Il est prévu d'inviter un membre de chaque équipe nationale (Mali et Niger) à Dakar respectivement en février et en mars, pour travailler sur ces rapports provisoires avant leur soumission au comité scientifique.

Concernant les entrevues auprès d'un échantillon restreint de maîtres, élèves, directeurs et parents d'élèves, les équipes nationales PASEC du Mali et du Niger ont terminé le traitement des données. Le rapport du Niger a été transféré au STP, celui du Mali est attendu.

➤ *L'appui à la formulation des stratégies sectorielles en éducation (AFSSE)*

Congo

Le PASEC intervient en partenariat avec le Pôle de Dakar et la Banque mondiale pour l'élaboration du rapport d'état du système éducatif congolais. Une mission d'un conseiller a eu lieu pour le lancement de cette opération en septembre dernier. Le PASEC travaillera sur le chapitre qualité du document qui doit fournir un diagnostic complet du système éducatif congolais.

Guinée Bissau

Du 14 au 20 juillet 2003 a eu lieu une mission dans le cadre de l'appui à l'élaboration du budget relatif aux évaluations des acquis scolaires à intégrer dans la planification du PNA/EPT de la Guinée Bissau.

La réunion du bureau de Québec a approuvé la requête des autorités de la Guinée Bissau pour l'appui à la consolidation de l'équipe nationale d'évaluation et le renforcement des compétences en matière d'évaluation des systèmes scolaires.

Les contacts avec le correspondant national de la Guinée Bissau et l'UNESCO/BREDA (Bureau Régional pour l'Éducation en Afrique) ont effectué en vue d'une programmation conjointe pour les interventions.

I. 4. 4. Les activités du PASEC VII

Mauritanie

Une mission de finalisation de la préparation des opérations du pré-test de l'évaluation diagnostique du système éducatif mauritanien a eu lieu en octobre 2003. Au mois de décembre, les opérations de collecte des données ont eu lieu. La phase de correction et de codage doit se terminer mi-janvier. Une mission d'appui à la saisie devrait alors avoir lieu. Les données relatives à cette première phase d'enquête devraient être transmises au STP en février 2004.

Tchad

Les opérations de la première phase d'enquête ont également commencé. Une mission de finalisation de la préparation des opérations a eu lieu en octobre 2003. Les opérations de collecte des données sont terminées et la phase de correction et codage doit se terminer en janvier. Une mission d'appui à la saisie devrait alors avoir lieu. Les données relatives à cette première phase d'enquête devraient être transmises au STP en février 2004.

Atelier PASEC

Le 8^{ème} atelier international du PASEC s'est tenu du 10 au 19 décembre 2003, à Douala. Il a été organisé en partenariat avec l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF) et a réuni 34 participants de 14 pays. La formation a été axée sur le traitement des données et l'initiation à l'analyse statistique. Une large part a été accordée aux échanges d'expériences entre participants. Il convient de souligner aussi la participation du Pôle de Dakar à cet atelier. Le rapport et les actes de l'atelier seront prochainement disponibles.

I. 4. 5. Les partenaires

➤ ADEA

Le PASEC a participé activement à l'étude sur la qualité de l'éducation de l'ADEA et a été invité à prendre part à la Biennale de l'ADEA qui s'est tenue à Maurice, du 4 au 6 décembre 2003. Un conseiller a présenté la contribution du PASEC en séance plénière.

➤ AIF

Le partenariat avec l'AIF s'est renforcé à travers le financement de deux évaluations, mais aussi comme nous l'avons signalé, avec le cofinancement de l'atelier de Douala. Ce partenariat pourrait s'étendre en 2004 à l'appui à la diffusion des résultats du PASEC.

➤ BANQUE MONDIALE

Un conseiller a accompagné la Secrétaire Générale de la CONFEMEN lors de sa mission à Washington auprès de la Banque Mondiale. Ce fut, entre autres, l'occasion de présenter la méthodologie du PASEC et ses principaux résultats à différents responsables de l'institution. Plusieurs pistes de partenariat ont été identifiées et devraient être explorées en 2004.

➤ BREDA

La collaboration se poursuit pour la Guinée Bissau et se renforce sur la question de l'élaboration des plans EPT avec l'appui de l'AIF.

➤ PLAN INTERNATIONAL

Cet organisme dispose d'un réseau dans le domaine formation/apprentissage qui réunit les techniciens de l'éducation de 11 pays. Le Bureau Régional a jugé opportun d'inviter un membre de la CONFEMEN à prendre part à un atelier de formation consacré aux systèmes de gestion et d'information des données de l'éducation qui s'est tenu à Ouagadougou, du 13 au 17 Novembre 2003 afin de développer un partenariat avec la CONFEMEN. Des informations générales sur les activités de la CONFEMEN et plus particulièrement sur le PASEC furent données au cours de cet atelier.

I. 5. Activités du CID

I. 5. 1. Equipement des Correspondants nationaux

Dans le cadre de la mise en réseau des Correspondants nationaux (2ème phase), la CONFEMEN a sollicité et obtenu le financement de matériel informatique pour les CN de la Mauritanie, de la Guinée Bissau, des Comores, du Niger et du Rwanda auprès de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie. Nous avons ensuite demandé aux CN de transmettre au STP de la CONFEMEN les renseignements nécessaires pour la mise en œuvre de cet appui en équipement informatique. Ces renseignements ont été recueillis et transmis à l'Agence.

I. 5. 2. Mise à jour de la documentation

Depuis novembre dernier, le CID a commencé la mise à jour de la documentation disponible au centre. Ce travail se poursuit et fera l'objet de la publication d'un répertoire actualisé des ressources documentaires dont dispose la CONFEMEN.

I. 5. 3. Arrivée du nouveau conseiller technique en communication

Monsieur Bernard Verschueren, coopérant mis à la disposition de la CONFEMEN par la Communauté Française de Belgique, a pris fonction le 16 octobre 2003. La communication constituant un axe majeur du plan de relance de la CONFEMEN, le nouveau conseiller a pour mission la mise en œuvre des différentes activités de communication. Il a pris l'initiative d'une série de contacts avec les partenaires de la CONFEMEN et les médias, notamment le réseau des journalistes pour l'Education et la Formation (REJEF) et plusieurs médias régionaux et internationaux comme Radio France Internationale, Africa N°1, l'agence PANAPRESS (Dakar) et l'Agence Education Emploi Formation (AEF – Paris). Il a contribué à la conception et la réalisation de la brochure de présentation de l'étude du PASEC sur le redoublement Sénégal (suivi de cohorte). Il a également établi et finalisé le plan de travail du CID pour le premier trimestre 2004.

I. 5. 4. Site web « www.confemen.org »

L'une des priorités en matière de communication est la remise en fonction et la réactualisation du site web de la CONFEMEN. Le site sera hébergé par l'Institut francophone des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Formation dans le cadre du partenariat entre la CONFEMEN et l'AIF. Le site web devrait être opérationnel avant la fin du premier trimestre 2004.

I. 5. 5. Constitution d'une base de données

Afin d'élaborer une stratégie de diffusion de l'information pertinente et rationnelle, l'équipe du CID a commencé à recueillir les données pour constituer une base de données comportant l'ensemble des interlocuteurs de la CONFEMEN : Ministres de l'Education des Etats et gouvernements membres, correspondants nationaux de la CONFEMEN, partenaires multilatéraux, partenaires bilatéraux, institutions nationales, ONG, secteur privé, médias...

L'ensemble des données existantes seront mises à jour et exploitées. Un effort particulier sera nécessaire, tant de la part du personnel cadre du STP que des correspondants nationaux de la CONFEMEN, pour arriver à la constitution d'une banque de données fiable et performante qui permettra de systématiser une large diffusion des produits et résultats du travail effectué au STP et dans les Etats et gouvernements membres de la CONFEMEN.

II. La participation aux réunions régionales et internationales

II. 1. Conférence régionale sur l'adoption d'une « Stratégie d'alimentation scolaire, santé et nutrition pour les Pays du Sahel : 2003-2015 », organisée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Dakar, Sénégal, 9 et 10 septembre 2003

Le but de cette Conférence était « de créer une plateforme de concertation entre les Gouvernements concernés et les principaux partenaires au développement, afin d'augmenter progressivement les ressources en faveur de l'éducation de base, et plus particulièrement pour les programmes des cantines scolaires, en utilisant le plus possible des produits locaux, d'ici à l'horizon 2015 ». Les ministères en charge de l'Education dans les pays suivants y étaient représentés : le Burkina Faso, le Cap Vert, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad. La CONFEMEN et de nombreux autres organismes ont également été invités à participer à cette rencontre.

Au terme de la Conférence, les représentants gouvernementaux et leurs partenaires ont adopté, à titre de document de travail, une déclaration commune proposant un ensemble d'interventions de base. Des plans de mise en œuvre plus détaillés devront être développés ultérieurement aux niveaux régional et national. L'influence des cantines scolaires, et des programmes d'alimentation scolaire en général, sur la scolarisation (augmentation des taux de scolarisation, diminution des taux d'abandon et de redoublement, réduction des disparités, etc.) a été fortement soulignée tout au long des discussions.

II. 2. Réunion du Comité directeur du Groupe de travail sur l'analyse des systèmes éducatifs (GTASE)

Paris, 24 et 25 septembre 2003

Fin septembre 2003, une réunion du Comité directeur du GTASE s'est tenue dans les locaux de l'Institut international de planification de l'éducation, à Paris. La Secrétaire Générale y a participé en tant que membre de ce Comité.

Cette réunion avait pour objet de préparer la participation du Groupe de travail à la Biennale de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA, Maurice, du 3 au 6 décembre 2003).

Le Groupe a examiné le bilan des activités de l'année 2003, incluant l'exécution budgétaire. Il a également adopté le programme d'activités et le projet de budget pour 2004.

Dans le cadre de sa participation à la Biennale, le Groupe de travail a examiné et adopté les documents devant être présentés au cours d'une réunion en marge de la Conférence ainsi qu'au Forum des ministres en charge de l'Education.

Le Groupe a confié à la Secrétaire Générale le très délicat dossier de « l'africanisation du GTASE ».

II. 3. 32^e Session de la Conférence générale de l'UNESCO

Paris, du 29 septembre au 17 octobre 2003

Du 30 septembre au 2 octobre, la Secrétaire Générale a assisté aux travaux de la Commission II sur l'éducation.

Cette Commission, regroupant les ministres en charge de l'Education et les hauts fonctionnaires des pays membres de l'UNESCO, a examiné et adopté le programme du secteur Education au titre du biennium 2004-2005 ainsi qu'un certain nombre de résolutions.

Les 3 et 4 octobre s'est tenue la Table ronde ministérielle sur la promotion de la qualité de l'éducation. Les débats ont été organisés autour de trois thèmes majeurs :

- Défis et dilemmes pour la qualité de l'éducation
- Nécessité d'une définition élargie de la qualité de l'éducation
- Instruments de réforme et d'amélioration

Au cours des travaux, la Secrétaire Générale a présenté le point de vue de la CONFEMEN sur la thématique. Le document complet de cette intervention, intitulé « Eléments pour la réalisation de l'éducation de qualité pour tous », a été mis à la disposition des participants à cette table ronde.

II. 4. Réunion du comité chargé de la préparation des Rencontres régionales sur l'état de l'enseignement du Français et des politiques linguistiques éducatives

Paris, 15 octobre 2003

Le 15 octobre 2003, la Secrétaire Générale a participé à la réunion du Comité de suivi sur les Etats Généraux de l'enseignement du Français. Cette réunion, qui s'est tenue à l'AIF, a regroupé tous les membres de ce comité, à savoir le DEFTP de l'AIF, les représentants de l'AUF, de la FIPF et de la CONFEMEN. A l'ordre du jour, deux points étaient inscrits :

- l'élaboration du calendrier des réunions sur l'enseignement du français dans les différentes régions de l'espace francophone ;
- la finalisation du programme de la réunion dans le monde arabe devant se tenir à Beyrouth en décembre 2003.

En ce qui concerne le premier point, la réunion a retenu le calendrier ci-après :

- la région Asie – Pacifique, du 10 au 12 janvier 2004, à Hanoï (Vietnam)
- la région Océan Indien, fin mars, à Port Louis (Maurice)
- l'Europe Orientale, en mai, à Sofia (Bulgarie)
- la région Caraïbe, en juin, à Sainte-Lucie

Toutes ces rencontres regrouperont des experts des pays concernés avec, comme cahier de charges, de faire le point sur l'état du français et des politiques linguistiques et éducatives dans les différentes régions de l'espace francophone.

II. 5. Table ronde préparatoire au « Symposium sur l'accès au financement internationaux » sur le thème « Les nouveaux partenaires du financement dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la culture »

Paris, 16 et 17 octobre 2003

Sur invitation de l'AIF, la Secrétaire Générale et la Conseillère à la programmation ont participé aux travaux de la Table ronde sur « Les nouveaux partenaires du financement dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la culture ».

Cette Table ronde a été organisée dans le cadre de la préparation du « Symposium sur l'accès au financement internationaux » prévu du 5 au 7 mai 2004. Ce Symposium portera notamment sur l'accès aux modes de financement du développement les plus novateurs et sur lesquels la Francophonie pourra, dans le concert des organisations internationales, faire jouer au mieux sa spécificité et sa valeur ajoutée.

A travers divers thèmes ayant fait l'objet d'exposés et de débats très riches, le programme de la réunion a tenté de couvrir toute la problématique du financement de l'éducation/formation et de dégager, à la lumière des constats, de nouvelles perspectives de financement pour ce secteur.

Les thèmes explorés ayant trait au domaine de l'éducation/formation ont été les suivants :

- Le financement de la conception des Plans Nationaux d'Education
- Le financement extra-budgétaire en matière d'éducation et de formation
- Le financement de l'éducation et de la formation dans sa relation avec le tissu social et économique
- Stratégie d'ouverture de l'éducation et de la formation au financement privé

D'autres thèmes concernant également le domaine de la culture, et pas exclusivement l'éducation/formation, ont également été examinés en séances plénières :

- Les partenaires du financement pour le développement du secteur de l'édition scolaire
- Quels partenaires pour le développement d'une politique nationale de lecture publique ?
- Point de vue des organisations multilatérales sur le financement et le développement de l'éducation, de la formation et de la culture.

II. 6. Biennale de l'Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires (AFIDES)

Dakar, Sénégal, du 26 au 29 octobre 2003

L'AFIDES a tenu sa 11^e rencontre biennale à Dakar, sur le thème suivant : « Directeurs sans frontières, vers l'émergence d'un leadership en gestion scolaire ». L'un des ateliers de la Biennale portait sur la préparation des Assises francophones de la gestion scolaire. Le directeur de l'Education et de la Formation technique et professionnelle de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF), M. Samir Marzouki, le secrétaire général de l'AFIDES, M. Richard Charron, et la conseillère à la programmation de la CONFEMEN ont présenté le projet aux participants, lesquels ont fait part d'un grand intérêt pour cet événement. Ils ont souhaité que ce projet puisse être concrétisé dans les meilleurs délais et ont salué le partenariat qui s'est développé entre la CONFEMEN, l'AIF et l'AFIDES.

II. 7. Colloque du Réseau international du français dans le monde (RIFRAM)

Paris, France, 4 et 5 novembre 2003

La CONFEMEN a été invitée à participer au Colloque du RIFRAM réunissant des acteurs institutionnels et des experts en aménagement linguistique de la langue française. A cette occasion, plusieurs expériences, menées dans divers pays, ont été présentées et analysées. La participation de la CONFEMEN à un événement de ce type contribue notamment à l'établissement de liens avec le suivi des Etats généraux de l'enseignement du français en Afrique subsaharienne francophone et l'organisation des réunions régionales sur l'enseignement du français, ainsi qu'avec les travaux sur les politiques linguistiques et sur l'aménagement linguistique menés par l'Agence et les pays qui le souhaitent.

II. 8. Troisième réunion du Groupe de Haut Niveau sur l'Education Pour tous

New Delhi, du 10 au 12 novembre 2003

Le Groupe de Haut Niveau (GHN) a la responsabilité première d'être le moteur du processus de l'Education pour Tous (EPT), de renforcer les partenariats, d'identifier les priorités, les manquements et les besoins, et d'indiquer les ressources mobilisables.

Le GHN rassemble une trentaine de participants provenant de quatre secteurs : Ministres de l'Education des pays en développement ; Ministres de la coopération au développement/des Affaires

Etrangères de pays développés ; Représentants d'agences multilatérales ou bilatérales et représentants de la société civile.

Le GHN a tenu sa troisième réunion, du 10 au 12 novembre 2003, à New Delhi. La Secrétaire générale de la CONFEMEN a participé, sur invitation du Directeur Général de l'UNESCO, à titre d'observateur permanent.

Cette importante rencontre s'est fixée comme objectifs :

- Maintenir l'élan politique mondial et mobiliser des ressources pour la réalisation des objectifs de l'EPT ;
- Développer un plan d'action international pour l'élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005 ;
- Passer en revue les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de Dakar,
- Identifier les défis majeurs et dégager des stratégies et des priorités ;
- Faire le point sur la concrétisation des engagements internationaux pris pendant et après Dakar, et s'accorder sur les moyens de les atteindre.

Pour atteindre ces objectifs, la réunion a travaillé sur cinq thèmes :

- L'Education pour Tous : va-t-on dans le sens de l'égalité entre les sexes ?
- Agir d'urgence pour parvenir à la parité entre les sexes en 2005 ;
- Planification nationale et réformes des politiques qu'est-ce qui a un effet réel ?
- Tenir nos engagements internationaux : nous trouvons-nous à une étape cruciale ?
- Accélérer le rythme : les défis de la coordination et de la coopération.

Le rapport mondial de suivi sur l'Education pour Tous 2003/2004, « Genre et Education pour Tous : un pas vers l'égalité » publié par l'UNESCO a servi de document de base à toute la réflexion afin d'aboutir à un accord pour les actions à mener en vue de réaliser les objectifs de l'EPT, en mettant l'accent sur la réalisation de la parité des genres dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005, et sur l'égalité des genres dans l'éducation d'ici 2015.

A l'issue de trois jours de discussions très riches en plénière, un communiqué final a été adopté par les participants.

Ce communiqué a retenu les mesures essentielles, notamment :

- l'adoption des législations nationales pour rendre effectif le droit des enfants à une éducation de qualité gratuite et obligatoire ;
- la suppression des frais de scolarité et la réduction des coûts indirects à la charge des parents ;
- renforcer le nombre, les compétences et le statut des enseignants, notamment féminins ;
- reconnaître, encourager et soutenir le devoir des communautés ;
- élaborer des politiques nationales visant à assurer l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi ainsi que l'égalité de rémunération ;
- renforcer et améliorer l'initiative accélérée ;
- augmenter l'aide publique au développement
- accroître le soutien des organisations multilatérales à l'éducation de base ;
- engager de façon concrète une harmonisation des procédures au sein des agences mais également entre les agences et les gouvernements ;
- soutenir le renforcement des capacités pour surmonter les obstacles institutionnels.
- La société civile devrait proposer des programmes d'éducation ciblés et novateurs pour les filles non scolarisées ainsi que pour les femmes. Elle devrait également élargir les bases nationales des soutiens à l'EPT et à l'éducation des filles.
- La communauté internationale devrait coordonner les efforts en faveur de l'EPT.

II. 9. Atelier pratique sur les politiques linguistiques et sur l'aménagement linguistique

Bamako, Mali, du 19 au 21 novembre 2003

« Pour tenter de faire en sorte que les politiques linguistiques soient élaborées et mises en œuvre de façon adéquate », l'AIF a proposé « la tenue d'ateliers orientés vers les besoins manifestés ou observés en relation avec l'élaboration et la gestion des politiques linguistiques, en profitant des connaissances acquises au travers des expériences des différents pays ». L'atelier organisé à Bamako, sous les auspices du ministère de l'Education nationale (MEN) de la République du Mali, était le premier du genre et réunissait des représentants et experts des pays francophones d'Afrique de l'Ouest. D'autres ateliers devraient être organisés par l'AIF (direction des Langues et de l'Ecrit) à l'intention des Etats et gouvernements des autres régions de la Francophonie.

Le rôle essentiel du MEN malien dans l'organisation de cette rencontre traduit toute l'importance qui doit être accordée à la problématique de l'enseignement du français et des langues nationales lors de l'élaboration des politiques linguistiques. La participation de la CONFEMEN à cet atelier a consisté notamment à souligner divers aspects de cette problématique et à rappeler les prises de positions des ministres en charge de l'Education réunis à Libreville à l'occasion des Etats généraux de l'enseignement du français en Afrique subsaharienne francophone.

II. 10. Biennale de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)

Grand Baie, Maurice, du 3 au 6 décembre 2003

Du 3 au 6 décembre 2003 s'est tenue à Grand Baie la Biennale de l'ADEA. Ont pris part à cette réunion au nom de la CONFEMEN, la Secrétaire Générale et le Conseiller Technique Jean Marc Bernard. Ce dernier a eu à intervenir lors de la Table ronde sur l' « évaluation et bilan de la qualité de l'éducation en Afrique », où il a présenté les résultats des évaluations réalisées par le PASEC au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, à Madagascar et au Sénégal. Cette table ronde a enregistré la participation du Southern Africa Consortium for Monitoring Education Quality (SACMEQ), de la Division de la promotion d'une éducation de qualité de l'UNESCO, du GTASE/ADEA et de l'Institut de la Banque Mondiale.

A la séance de clôture, la Secrétaire Générale a fait, au même titre que plusieurs représentants des institutions partenaires de l'ADEA, des observations sur le contenu de la Biennale. Elle a également, à la lumière des débats, et rappelant certaines conclusions des études réalisées par le PASEC/CONFEMEN, annoncé la position de la CONFEMEN par rapport à la thématique et défini les axes prioritaires pour l'amélioration de la qualité de l'éducation en Afrique subsaharienne.

La Secrétaire Générale a participé, au delà des travaux en plénière de la Biennale, à plusieurs réunions en marge, notamment :

à la réunion du GTASE au cours de laquelle elle a eu à présenter le projet d'africanisation du groupe de travail ;

à la réunion organisée par la Fondation Paul-Gérin-Lajoie sur les enseignants contractuels au Niger et au Burkina Faso. La Secrétaire Générale a eu à présider cette réunion d'échanges sur les nouvelles politiques de recrutement et de formation du personnel enseignant.

La Biennale a regroupé près de trois cents participants : Ministres en charge de l'Education, spécialistes en éducation, représentants des syndicats d'enseignants, des Associations des Parents d'élèves, des partenaires techniques et financiers du secteur éducation, de la société civile, des médias,..etc.

Les travaux, organisés essentiellement en séances plénières, ont porté sur le thématique retenue soit « la quête de la qualité : à l'écoute des expériences africaines ».

Il s'est agi de faire le point sur les politiques et pratiques qui se sont avérées efficaces ou prometteuses pour l'amélioration de la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne.

De manière plus précise, des discussions très riches ont porté sur une diversité de sujets critiques, à savoir : concepts et conceptions de la qualité, politiques d'équité et de genre, cadre d'appui à la prise de décision et à la mise en œuvre, financement de la qualité et utilisation des langues africaines, stratégies pour des enseignants compétents et des écoles efficaces, décentralisation et diversification de l'offre éducative en relation avec la participation de la société civile et des communautés, gestion et suivi/évaluation de la qualité, pistes et perspectives nouvelles pour l'amélioration de la qualité...

II. 11. Rencontre régionale sur l'enseignement du français en Afrique du Nord et au Moyen Orient

Beyrouth, Liban, du 9 au 11 décembre 2003

Cette rencontre, deuxième d'une série initiée avec les Etats généraux de l'enseignement du français en Afrique subsaharienne francophone, a réuni des délégations des six pays suivants : l'Algérie, l'Egypte, le Liban, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie. Pendant trois jours, les participants ont pris connaissance de la situation de l'enseignement du et en français dans les six pays représentés, ont échangé sur diverses expériences, ont discuté des possibilités d'amélioration d'une situation jugée déficiente à certains points de vue et ont fait des propositions susceptibles d'améliorer cette situation.

Il est à noter que cette rencontre a été organisée par l'AIF, en collaboration avec le ministère de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur du Liban, notamment avec le concours de la Correspondante nationale de la CONFEMEN au Liban, Mme Bouchra Bagdady Adra, et que l'Algérie, qui n'est pas membre de la Francophonie, a été invitée à y prendre part, initiative saluée par les participants.

II. 12. Réunion de l'UNESCO, en collaboration avec le secrétariat du NEPAD, sur le thème "Développement des ressources humaines du NEPAD avec une attention particulière sur la participation des femmes en Education"

Paris, du 10 au 12 décembre 2003

Du 10 au 22 décembre 2003, la division de l'éducation de base de l'UNESCO, en coopération avec le secrétariat du NEPAD, a organisé une réunion d'experts sur le thème cité plus haut. Dans le prolongement du séminaire UNESCO-NEPAD tenu à Ouagadougou du 5 au 8 mars 2003, cette réunion se situe dans le cadre de l'engagement de l'UNESCO pour la réalisation des objectifs du NEPAD. La Secrétaire Générale a été invitée à cette réunion par la Sous-Directrice Générale adjointe pour l'Education à l'UNESCO.

La rencontre, qui a duré trois jours, a regroupé autour de la Sous-Directrice Générale adjointe une dizaine d'experts provenant du NEPAD, de l'Union africaine, du FAWE, du Nigeria, de la Côte d'Ivoire, du CIEFFA, du Botswana, du Burkina Faso, de la Namibie et de la CONFEMEN.

La réunion a examiné la situation des femmes dans l'Education en Afrique sous l'angle du rôle moteur que celles-ci peuvent jouer dans la mise en valeur des ressources humaines, la croissance économique et l'atténuation de la pauvreté. Elle a également défini des stratégies et formulé des recommandations propres à aider le NEPAD à stimuler l'intégration humaine et régionale.

La réunion a mis en évidence les meilleures pratiques pouvant permettre aux femmes, en partenariat avec les hommes, de contribuer au développement socio-économique de l'Afrique dans le cadre du NEPAD. Elle a défini les instruments d'action pour toutes les parties prenantes en fonction de leurs rôles et responsabilités aux échelons national, régional et continental.

Elle a proposé des recommandations concernant l'action du NEPAD aux échelons national, régional, continental et international.

II. 13. 49^{ème} Session du Conseil Permanent de la Francophonie Paris, 17 décembre 2003

Cette session a examiné les questions inscrites à son ordre du jour et retenus les éléments ci-après :

* Questions politiques :

- Tenue d'un atelier conjoint OIF-ONU sur la prévention des conflits et l'alerte précoce, en début 2004, à Dakar ;
- Création d'un corps diplomatique de l'OIF.

* Diversité culturelle :

- Coopération entre les trois espaces linguistiques : francophonie, hispanophonie et lusophonie ;
- Prendre les mesures d'accompagnement nécessaires pour appuyer le processus d'élaboration de la convention sur la diversité culturelle.

* Cadre stratégique décennal

- Création d'un groupe ad hoc restreint composé de représentants d'Etats et de gouvernements, ainsi que du Secrétariat général pour poursuivre le processus d'élaboration du cadre stratégique décennal.

* Question de coopération

- Les programmations des opérateurs pour le prochain biennium expriment une volonté toujours plus affirmée d'écoute et de satisfaction des besoins du terrain ;
- Les Etats et gouvernements poursuivent leurs efforts en vue d'un financement réellement multilatéral de la coopération ;
- Au cours de cette séance la Secrétaire Générale a présenté le bilan des activités 2003 et les perspectives 2004 en rapport avec le cadre d'action, le plan de relance de la CONFEMEN adopté par la 50^{ème} session ministérielle et la déclaration de la 9^{ème} Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage.

II. 14. 19^{ème} session de la Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) Instance du Sommet Paris, 18 – 19 décembre 2003

Au lendemain de la 49^{ème} session du CPF, s'est tenue la 19^{ème} session de la CMF. La réunion s'est prononcée sur tous les points inscrits à l'ordre du jour. Il s'agit notamment de :

- la création d'un corps diplomatique unique à l'OIF ;
- le cadre stratégique décennal et la coopération entre les trois espaces linguistiques ;
- l'adoption du règlement intérieur de la CMF ;
- les actions en faveur de la prévention des crises et les contributions à leur règlement, notamment en Côte d'Ivoire, aux Comores et en RCA ;
- la mise en place en 2004 du dispositif d'observation et d'évaluation permanentes des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone, en liaison avec d'autres organisations internationales, et les ONG reconnus par la Francophonie ;

- la préparation du Sommet de Ouagadougou et le calendrier retenu :
 - 23 novembre 2004 : session du CPF
 - 24 novembre 2004 : 20^{ème} session de la CMF
 - 25 novembre 2004 : arrivée des Chefs d'Etat et de gouvernement
 - 26 et 27 novembre 2004 : 10^{ème} Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement
- le symposium sur l'accès aux financements internationaux, et le soutien au NOPADA/NEPAD ;
- accord sur la programmation des opérateurs de la francophonie et son financement au titre du biennium 2004-2005 ;
- approbation des différentes initiatives en vue de consolider la position du français dans la vie internationale notamment au sein de l'Union Européenne et des autres organisations internationales ;
- la conférence décide de proclamer 2006 année Senghor, à l'occasion du centenaire de sa naissance ;
- adoption à l'unanimité des résolutions sur la Côte d'Ivoire, la RCA, les Comores, la diversité culturelle, la maison de la Francophonie, la conférence internationale de l'ONU sur les Etats insulaires en développement et sur le fonds mondial de solidarité des Nations Unies.

III. Les audiences et entrevues

III. 1. Avec M. Racine Senghor, Secrétaire exécutif du projet ARCHES

(Appui aux recherches sur la contextualisation et l'harmonisation des enseignements secondaires pour les pays francophones d'Afrique et de l'Océan Indien)

Le Secrétaire exécutif du projet ARCHES a été, le 3 décembre 2003, reçu au Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN, à Dakar. Il a fait le point sur l'état d'avancement du projet et des échanges ont eu lieu quant à une collaboration éventuelle avec la CONFEMEN. D'autres discussions devraient avoir lieu en 2004.

III. 2. Avec les délégations de deux pays non-membres de la CONFEMEN

(Maroc et Tunisie), en marge de la Rencontre régionale sur l'enseignement du français en Afrique du Nord et au Moyen Orient
Beyrouth, Liban, du 9 au 11 décembre 2003

La représentante de la CONFEMEN a rencontré les membres des délégations du Maroc et de la Tunisie qui ont participé à la Rencontre régionale sur l'enseignement du français en Afrique du Nord et au Moyen Orient, rencontre organisée par l'AIF, et leur a fourni de l'information concernant la CONFEMEN en général et le Programme d'analyse des systèmes éducatifs en particulier. Ces personnes ont manifesté un intérêt certain pour les activités de la CONFEMEN et ont promis de faire part de cet intérêt aux ministères en charge de l'Education dans ces pays. Le directeur de l'Education et de la Formation technique et professionnelle à l'AIF, M. Samir Marzouki, qui participait à cette rencontre régionale, a lui aussi invité ces deux pays à rejoindre les rangs des membres de la CONFEMEN.

III. 3. Entrevue avec Colette Thomas, journaliste à Radio France Internationale (RFI)

En marge des travaux de la biennale de l'ADEA, la Secrétaire Générale a accordé une entrevue à Colette Thomas portant sur la qualité de l'éducation. L'élément a été diffusé sur les ondes de RFI dans l'émission « RFI-Soir » du 9 décembre 2003.